



25 NOVEMBRE 2025 : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

Pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, nous manifesterons en solidarité, comme nous l'avons déjà fait le 11 octobre, avec et pour les femmes du monde entier : celles qui sont victimes des violences machistes, des conflits armés, des famines, des spoliations de terres et de leurs biens naturels, des gouvernements réactionnaires et des états théocratiques. Avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, dont les voix sont étouffées, qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les filles, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent, en dépit des risques encourus. A toutes celles que nous avons perdues.

Les violences et l'impunité des agresseurs persistent 8 ans après l'élection d'Emmanuel Macron, en plein #MeToo. La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite. Le parcours judiciaire revictimise bien souvent les femmes et constitue un obstacle à la sortie de la violence comme la baisse du financement public des associations d'accompagnement des victimes.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les ateliers des chaînes d'approvisionnement des multinationales, les commissariats, les centres de rétention, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... Dans tous les milieux sociaux.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent au croisement de plusieurs systèmes d'oppressions.

Ainsi **les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions :** les femmes victimes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, les femmes migrantes, sans papiers, les travailleuses précaires, les femmes sans domicile et autres femmes précarisées, femmes en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution, et celles victimes de l'industrie pédo et pornocriminelle.

Sans autorisation de travailler, **les femmes étrangères dont les demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution,** de proxénétisme et de traite des êtres humains.

En France, en 2024, c'est encore plus d'un féminicide tous les trois jours commis par un conjoint ou un ex-conjoint. Des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes. Au 7 novembre on décomptait 80 victimes. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et les enfants co-victimes ne diminue pas, tout comme les viols ou tentatives.

La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%).

Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 50% des lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe. Les femmes âgées de plus de 70 ans ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences, elles représentent pourtant 21% des féminicides.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Sur les lieux de travail plus de 8000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes, y compris de violences conjugales.

La montée de l'extrême droite en Europe et dans le monde constitue une menace majeure pour les droits des femmes et en France, le danger de son accession au pouvoir n'est pas écarté. Ces droits sont attaqués dès que l'extrême droite est au pouvoir.

Depuis quelque temps, elle prétend lutter contre les violences faites aux femmes. Sous couvert de défendre certaines d'entre elles, ces mouvements exploitent la question des violences sexistes à des fins racistes et fémonationalistes, ne s'indignant que selon l'origine, la nationalité ou la religion réelle ou supposée des agresseurs. Dans ce climat délétère, **les femmes portant le voile sont de plus en plus souvent la cible d'agressions dans la rue, dans les médias, comme dans les discours politiques.**

Les groupuscules fascistes attaquent régulièrement des militantes et militants sans réaction des pouvoirs publics.

Derrière les slogans et les postures prétendument féministes,

l'extrême droite ne défend ni la liberté des femmes, ni leur émancipation, ni l'égalité, et se désintéresse profondément de la réalité et des droits des femmes qui luttent dans le monde.

Sans politique publique à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les garçons et les hommes continueront de perpétrer des violences

Les organisations féministes et syndicales exigent :

- **Une loi-cadre intégrale contre les violences,** comme en Espagne.
- **3 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en œuvre**
- **Une Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité (EVARS)** effective partout
- **L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations** qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.

En Isère, nous dénonçons l'éviction brutale du Planning Familial et d'autres associations des séances d'EVAR en primaire, ce qui constitue une décision politique inquiétante, prise sans transparence. Dans un contexte de montée de l'extrême droite et du masculinisme, cette exclusion prive les enfants et les professionnel.les d'informations et de formations, et compromet directement l'application du programme national d'EVAR, pourtant indispensable pour lutter contre les violences sexuelles qui touchent massivement les enfants. Nous exigeons le rétablissement des interventions et des moyens de formation réels pour garantir une éducation efficace, ambitieuse et protectrice pour tous les élèves.

Tant que l'une d'entre nous n'est pas libre, tant que les violences machistes s'exerceront sur une seule d'entre nous, nous lutterons !

Nous appelons à **participer aux mobilisations à l'occasion de la journée internationale des droits des enfants** et pour **le jour du souvenir trans (TDoR)**.

Contre les violences faites aux femmes et aux filles, les violences sexistes et sexuelles, **manifestons partout le samedi 22 novembre 2025 et le mardi 25 novembre 2025 !**

Sur le département de l'Isère, l'intersyndicale exige de la Préfecture un réel contrôle à destination des employeurs quant aux politiques d'égalité femmes-hommes en matière d'emploi, et dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Malgré un budget excédentaire, le Département de l'Isère fait toujours planer sur les associations des baisses de subventions, ce qui menace encore une fois le bon fonctionnement des missions de celles ci en direction des femmes victimes de violences.

Dans les boîtes et administrations, l'intersyndicale encourage à se saisir de la date du 25 novembre pour renvoyer le patronat face à ses responsabilités dans la reproduction des violences sexistes et sexuelles au sein du monde du travail.

L'intersyndicale de l'Isère s'associe à la mobilisation du 25 novembre et appel à rejoindre la manifestation au flambeau, avec chasubles et drapeaux.

GRENOBLE : départ manifestation à 18h le 25 novembre, devant le Musée

Autres villes : consulter le site de votre Union Départementale CGT